



HAL
open science

Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme

Stéphanie Dechezelles

► To cite this version:

Stéphanie Dechezelles. Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme. *Revue Française de Science Politique*, 2009, Militants des partis de droite, 59 (1), pp.29-50. 10.3917/rfsp.591.0029 . hal-01799083

HAL Id: hal-01799083

<https://hal.science/hal-01799083>

Submitted on 24 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES VOCATIONS INTÉRESSÉES ?

Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme

Stéphanie Dechezelles

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2009/1 Vol. 59 | pages 29 à 50

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724631425

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2009-1-page-29.htm>

Pour citer cet article :

Stéphanie Dechezelles, « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique* 2009/1 (Vol. 59), p. 29-50.

DOI 10.3917/rfsp.591.0029

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DES VOCATIONS INTÉRESSÉES ?

Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme

STÉPHANIE DECHEZELLES

« Il n'est pas sûr que les conclusions de recherches sur les mouvements "progressistes" soient pertinentes pour toutes les organisations. Il est possible que le corps d'hypothèses [...] ne puisse être généralisé. Il serait donc intéressant de tester sa validité dans des cas particuliers mal connus comme ceux d'organisations situées dans les régions "droites" du champ politique. »

Daniel Gaxie¹

Dans l'ensemble contrasté des « droites européennes »², Forza Italia constitue un cas proprement singulier autant qu'une organisation relativement méconnue. Créée à la surprise générale en quelques semaines à la fin de l'année 1993 (en vue des élections législatives des 27 et 28 mars 1994) à grand renfort d'enquêtes d'opinion par sondage, de campagnes publicitaires très médiatiques, d'outils issus du management et du *marketing*, ainsi que des cadres de son agence publicitaire Publitalia 80 comme candidats, le parti de la « descente dans l'arène »³ de Silvio Berlusconi préoccupe les typologistes. Du point de vue organisationnel, Forza Italia serait l'illustration du « parti personnel »⁴; par l'importance des ressources de son fondateur et des formes d'allégeance que ce dernier suscite, elle constituerait un exemple d'« appareil personalo-patrimonial »⁵ ou de « *party as*

1. Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), 2005, p. 157-188.

2. Agnès Alexandre-Collier, Xavier Jardin, *Anatomie des droites européennes*, Paris, Armand Colin, 2004.

3. Entre 1993 et 1994, pour décrire son entrée officielle dans la compétition électorale, le magnat milanais utilise abondamment l'image du combattant sacrificiel, acceptant, tel un gladiateur, d'affronter les dangers du monde politique (« *discesa in campo* »). Il utilise aussi l'expression : « *berrò l'amaro calice della politica* » (« je boirai l'amer calice de la politique »). Jusqu'à cette date, Silvio Berlusconi avait bâti de manière plus ou moins légale un empire économique, la holding Fininvest, en partant de projets immobiliers (le quartier résidentiel Milano 2 notamment), puis en investissant dans le football (Milano A.C.), les médias, comme la télévision (Mediaset), la publicité (Publitalia), la presse (quotidiens, hebdomadaires, mensuels), l'édition (Mondadori), la production filmographique (Medusa Film) mais aussi dans le secteur des banques et assurances (Mediolanum, Programma Italia) et la grande distribution (Standa).

4. Mauro Calise, *Il partito personale*, Rome-Bari, Laterza, 2004.

5. Marco Maraffi, « Forza Italia », dans Gianfranco Pasquino (dir.), *La politica italiana. Dizionario critico 1945-1995*, Rome-Bari, Laterza, 1995, p. 247-259. Inspirée des travaux de Max Weber sur les types de légitimité, l'expression « parti patrimonial », à propos de Forza Italia, est utilisée par Paul Ginsborg dans *Berlusconi. Ambizioni patrimoniali in una democrazia mediatica*, Turin, Einaudi, 2003.

business firm »¹ au service d'un entrepreneur, convertissant et réinvestissant dans l'activité politique ses ressources, compétences et savoir-faire accumulés au sein de la sphère économique. Caractérisée initialement par la rapidité de sa création, sa légèreté structurelle (sur le modèle des comités électoraux américains) et son absence d'ancrage territorial², Forza Italia a très vite été qualifiée de parti « plastique »³, « virtuel »⁴ et même de « non-parti »⁵. En se focalisant sur le *leadership* berlusconien, les plateformes programmatiques ou la non-démocraticité des procédures internes au parti, certains voient dans ce parti une organisation « attrape-tout » correspondant au modèle d'Otto Kirchheimer⁶; d'autres une forme contemporaine de fascisme, voire de totalitarisme⁷. Toutefois, ces classements tendent à enfermer la réalité partisane

1. Dans « The Business Firm Model of Party Organisation : Cases from Spain and Italy » (*European Journal of Political Research*, 35 (3), 1999, p. 307-339), Jonathan Hopkin et Caterina Paolucci décrivent la confusion entre le modèle entrepreneurial et le modèle partisan : « La stratégie du parti était élaborée par un "inner circle" des plus proches collaborateurs et amis de Berlusconi, un groupe soudé par l'admiration et la loyauté envers Berlusconi, et habitué à travailler sous son *leadership* : les deux vice-présidents de Fininvest, le président de Publitalia, des *managers* de Fininvest et une célébrité de Mediaset. Les stratégies élaborées à l'intérieur de ce groupe de tête étaient en retour mises en œuvre par trois sous-groupes de cadres de Fininvest. Le *marketing* politique, un élément fondamental de la stratégie du parti, était élaboré par Diakron, un institut de sondage administré par deux anciens dirigeants de Fininvest et animé par des employés de Fininvest qui avaient travaillé dans le *marketing*. Programma Italia, une branche de Fininvest, était chargée de mettre sur pied le réseau des Clubs de Forza Italia, en utilisant son propre réseau national. [...] Enfin, Publitalia 80, la branche de Fininvest spécialisée dans la publicité commerciale, dirigea le processus de recrutement et de sélection des candidats en mobilisant son réseau des contacts commerciaux » (*ibid.*, p. 323-324).

2. La structuration organisationnelle (en sections municipales, provinciales, régionales) se solidifie à partir de la seconde moitié des années 1990. Cf. Carmen Golia, *Dentro Forza Italia. Organizzazione e militanza*, Venise, Marsilio, 1997 ; Emanuela Poli, *Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001.

3. Il s'agit d'une expression abondamment utilisée dans les médias, y compris plusieurs années après la fondation de Forza Italia. Pour une discussion critique de ce label, voir Ilvo Diamanti, « Dal partito di plastica alla Repubblica fondata sui media », *Comunicazione politica*, 94 (1), 2004, p. 51-64.

4. Patrick Mac Carthy, « Forza Italia : nascita e sviluppo di un partito virtuale », dans Piero Ignazi, Robert Katz (dir.), *Politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1995, p. 49-72.

5. Caterina Paolucci, « Forza Italia : un non-parti aux portes de la victoire », *Critique internationale*, 10, 2001, p. 12-20. Cette interprétation a notamment été favorisée par les premiers statuts du parti qui ne prévoyaient pas le statut d'adhérent. Par la suite, les membres se divisent en fonction de la somme qu'ils donnent au parti et de leur charge institutionnelle. Ainsi en 2005, les « membres ordinaires » sont appelés à verser une contribution annuelle de 20 € ; les « membres Jeunes » (entre 14 et 28 ans) : 10 € ; les « membres Supporter » : 45 € ; les « membres Seniors » (plus de 65 ans) : 10 € ; les « membres de grand mérite » : 100 €. Les élus au parlement et les conseillers régionaux doivent au minimum verser 516,46 €, les présidents de région et de province, les adjoints provinciaux, les conseillers provinciaux, les maires, les présidents de conseil municipal et les adjoints municipaux dans les communes à élection à double tour doivent 154,94 €, les conseillers municipaux des communes à élection à deux tours, les maires, adjoints et conseillers municipaux dans les communes à élection à un seul tour et les conseillers de circonscription versent 51,65 €. Le nombre d'adhérents de Forza Italia est passé de 139 546 en 1997 à 190 000 en 2006, avec un pic à 312 863 en 2000, pour environ 2 300 unités territoriales. Voir Luciano Bardi, Piero Ignazi, Oreste Massari, « Le tre facce dei partiti italiani », dans Luciano Bardi, Piero Ignazi, Oreste Massari (dir.), *I partiti italiani. Iscritti, dirigenti, eletti*, Milan, Università Bocconi Editore, 2007, p. 269-306, dont p. 275.

6. Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », dans Joseph Lapalombara, Myron Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 177-200.

7. Adrien Candiard, *L'anomalie Berlusconi*, Paris, Flammarion, 2003.

dans des catégories idéal-typiques qui ne résistent ni aux transformations de l'organisation au fil du temps, ni à une analyse microsociologique de ses membres. Ils voient la réalité observable d'une organisation pérenne, structurée sur tout le territoire. Ils empêchent enfin de saisir ce qui se joue dans l'épaisseur sociale du parti, au cœur de l'apparente coquille vide, de l'autre côté du miroir berlusconien. Si la chronologie de la structuration du parti, ainsi que la sociographie des électeurs et candidats de Forza Italia ont été l'objet de plusieurs enquêtes¹, les « bonnes raisons » et trajectoires des personnes engagées dans ce parti n'ont véritablement intéressé ni les observateurs de la vie politique italienne ni les spécialistes des partis.

Les motifs d'engagement – et de désengagement –, ainsi que les investissements – et désinvestissements – militants fluctuent non seulement en fonction de l'âge, de l'inscription sociale, du contexte historique, mais sont également tributaires, du moins en partie, des incitations sélectives que l'organisation est susceptible d'offrir, que ces incitations soient matérielles ou immatérielles, et surtout de la valeur que leur accordent les membres de cette même organisation. De la même façon, cette appréciation de l'importance et du prix de telle ou telle rétribution dépendrait dans certains cas de facteurs stratégiques², conjoncturels ou structurels³. Sortant du raisonnement rationnel en finalité, les analyses de Pierre Bourdieu⁴ ou d'Albert O. Hirschman conduisent à penser le militantisme comme une fin et rétribution en soi, conditionnant également les attitudes de fidélité (*loyalty*), de critique (*voice*) ou de sortie (*exit*)⁵. Poursuivant ces réflexions sur l'économie des rétributions au sein des organisations politiques de masse, en particulier les partis qu'il qualifie de « progressistes », Daniel Gaxie avance l'idée que récompenses et incitations sont déniées par les militants comme raisons à l'engagement au profit de motifs altruistes ou idéologiques, ces derniers augmentant à mesure que l'on se rapproche des partis situés aux extrêmes des systèmes politiques⁶. Bernard Pudal, lui, parle de « vocation » à propos de l'engagement au Parti communiste qui « s'imbrique au bonheur militant »⁷.

Plus récemment, Daniel Gaxie s'est interrogé – sans toutefois y répondre par l'empirie – sur la possibilité ou non d'étendre son modèle de l'engagement à l'ensemble des partis politiques, en particulier aux partis « conservateurs » ou de

1. Ilvo Diamanti, *Bianco, rosso, verde... e azzurro*, Bologne, Il Mulino, 2003 ; Alessandro Tonarelli, « Gli amministratori locali di Forza Italia. Modelli di reclutamento e di rappresentazione sociale », *Rivista italiana di scienza politica*, 29 (1), 1999, p. 89-119 ; Caterina Paolucci, « Forza Italia a livello locale : un marchio in franchising ? », *Rivista italiana di scienza politica*, 29 (3), 1999, p. 481-516, et « Forza Italia », dans Luciano Bardi *et al.* (dir.), *Il partiti italiani...*, *op. cit.*, p. 97-148.

2. Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.

3. Peter Clark, James Q. Wilson, « Incentive System : A Theory of Organization », *Administrative Science Quarterly*, 6, 1961, p. 129-166 ; Samuel J. Eldersveld, « Motivations for Party Activism : Multi-National Uniformities and Differences », *International Political Science Review*, 4 (1), 1983, p. 57-70 ; Penny M. Miller, Malcolm E. Jewell, Lee Sigelman, « Reconsidering a Typology of Incentives among Campaign Activists : A Research Note », *The Western Political Quarterly*, 40 (3), 1987, p. 519-56 ; Edmond Constantini, Linda O. Valenty, « The Motives : Ideology Connection among Political Party Activists », *Political Psychology*, 17 (3), 1996, p. 497-524.

4. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

5. Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard, Harvard University Press, 1970.

6. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, p. 123-154.

7. Bernard Pudal, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, 52 (5), octobre 2002, p. 545-559, dont p. 559.

« droite »¹. Ce questionnement découle de la prise en compte, dans l'étude des modes d'entrée dans l'activisme politique, des « styles de fonctionnement et d'engagement » propres à chaque parti². Autrement qualifiés de « cultures d'organisation »³, ils sont le produit de luttes et producteurs d'effets pratiques⁴, qui non seulement opèrent un travail de *formation* (idéologique)⁵ et de *conformation* (culturelle)⁶, mais fournissent aussi un cadre cognitif à l'économie contributive et rétributive, en définissant le champ des attentes possibles pour ceux que cette organisation est en mesure d'attirer⁷. Implicites ou coutumières, ces cultures intériorisées ne se limitent pas à la dimension idéologique ; elles précisent également le coût à l'entrée, le prix de la fidélité et de la défection, les règles d'avancement et de progression interne⁸. De même, elles établissent les motifs de l'engagement que l'organisation souhaite mettre en avant, quelles que soient les expériences singulières, et produisent un parcours-type de la carrière militante réussie⁹. La valeur

1. Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme... », art. cité, p. 165. Si le texte de 1977 se cantonne aux engagements dans les partis, l'article de 2005 étend également l'analyse à l'engagement dans toute forme d'action collective.

2. « Chaque organisation ou action collective se caractérise aussi par un ou plusieurs styles de fonctionnement et d'engagement particulier(s), du fait des principes qu'elle défend, des caractéristiques de ses membres (âge, niveau culturel, position sociale) et de ses modes d'organisation et d'action. Elle dégage du même coup une structure (c'est-à-dire un répertoire, une répartition relative et une configuration) d'"offre" de rétributions, ou mieux, une structure de modes de faire et d'être dont certains sont susceptibles d'être appropriés, investis et constitués en rétributions » (Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme... », *ibid.*, p. 179).

3. Jacques Chevallier, « Identité, organisation, institution », dans CRISPA-CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 239-251. L'intériorisation d'une culture militante se déroule de manière sinon quotidienne, du moins fréquente, et à travers des interactions répétées. En participant à différentes activités (formelles ou informelles), en discutant avec d'autres militants, même de manière occasionnelle, en exprimant ses arguments auprès de personnes extérieures au groupe, les individus apprennent, adoptent, véhiculent et diffusent un imaginaire, des mythes, des règles, des hiérarchies, des manières spécifiques de penser le monde et de s'y rapporter, des loyautés spécifiques. Pour les cultures militantes juvéniles dans l'extrême droite italienne, voir Stéphanie Dechezelles, « The Cultural Basis of Youth Involvement in the Italian Extreme Right », *Journal of Contemporary European Studies*, 16 (3), 2008, p. 365-377, et « Mémoires militantes, histoire nationale et émotion. Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », dans Christophe Traïni (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 217-235.

4. Rogers Brubaker, « Au-delà de "l'identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 2001, p. 66-85 ; Martina Avanza, Gilles Laferté, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 61, 2005, p. 134-152.

5. Entendue à la fois comme ensemble de propositions intellectuelles/programmatisques et endoctrinement des militants amenés à servir de relais entre l'appareil et les électeurs potentiels, l'idéologie constitue un élément fondamental utilisé comme vecteur de socialisation politique au sein des collectifs (organisation de moments de transmission, d'apprentissage, de lectures, ainsi que de séminaires, d'écoles, de congrès ou de conventions consacrés pour tout ou partie à cette fonction). Cf. Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, 63, 2003, p. 145-168.

6. Clifford Geertz, « Ideology as a Cultural System », dans *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, p. 193-233 ; Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », dans Daniel Cefaï (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-211.

7. Knut Heidar, « The Polymorphic Nature of Party Membership », *European Journal of Political Research*, 25, 1994, p. 61-86.

8. Michel Blanc, « Le prix de la fidélité. Essai de modélisation des stratégies de carrière des militaires », *Revue française de sociologie*, 22, 1981, p. 51-86.

9. Dans *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF* (Paris, Presses de Sciences Po, 1989), Bernard Pudal montre les étapes d'une scansion-type de la vocation réussie au sein du Parti communiste français.

des récompenses n'y figure pas de manière absolue mais est établie de façon relative et ajustée en fonction des économies contributives et rétributives des autres organisations politiques et du contexte¹. Chaque organisation militante possède ainsi son propre système de récompenses et de sanctions qui détermine largement les règles du recrutement politique²; le transgresser ou lui opposer un modèle concurrent fait courir le risque d'une réprobation ou d'une sanction (pouvant aller jusqu'à l'exclusion).

Certes, le modèle analytique du déni des rétributions constitue une grille d'analyse pertinente des *carrières*³ en fonction des variations quantitatives et évaluatives des contributions et rétributions au fil de l'engagement. Il permet de dépasser la langue de bois militante et de dévoiler derrière les généreux motifs avancés par les acteurs la part d'intérêts et de récompenses attendues. Toutefois, en présupposant la poursuite réelle mais inavouable de gratifications et l'exaltation du dévouement gratuit comme motif à l'engagement, ce cadre analytique tend à subsumer tous les comportements militants sous une seule et même forme paradigmatique, issue d'une matrice communiste et, de fait, à occulter des variantes possibles⁴. En systématisant le silence sur les avantages que les engagés retirent de leur activisme, ce modèle écarte l'hypothèse d'un *homo militantis* ouvertement intéressé et « *career minded* »⁵, qui réduirait les motifs d'ordre idéologique à la portion congrue. Enfin, il ne prend pas en considération les partis de « droite » longtemps rangés, sur la foi des travaux des premiers politistes, dans la catégorie des partis « de cadres » ou « de patronage »⁶, qui se caractériseraient moins par un activisme sacrificiel et idéologique que par des relations lâches et peu contraignantes entre des notables et leur clientèle⁷.

1. George C. Homans, *Social Behavior : Its Elementary Forms*, New York, Harcourt, 1974.

2. Olivier Nay, « Les règles du recrutement politique. Pour une approche institutionnaliste de la sélection politique. L'exemple des candidats à l'élection régionale », *Politix*, 44, 1998, p. 161-190.

3. Everett Hughes est le premier à proposer le terme de *career* pour analyser de manière complexe les biographies, sur le modèle des carrières professionnelles. Cf. Everett C. Hughes, *Le regard sociologique*, Paris, Édition de l'EHESS, 1996. Devenant un concept sociologique propre à l'école de Chicago, la carrière est utilisée par Howard Becker pour comprendre de manière séquentielle le rapport à la norme/déviance des acteurs (*Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985), ainsi que par Erving Goffman pour comprendre les trajectoires biographiques des aliénés (*Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968). Depuis, divers travaux de sociologues francophones utilisent cet outil pour saisir l'impact des interactions d'ordre biographique, social, affectif, familial, professionnel et les phénomènes de paliers biographiques sur les parcours des personnes engagées, sur les probabilités d'accès à tel ou tel type de rétributions et sur la valeur qu'elles accordent à ces dernières. Voir notamment : Olivier Fillieule, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », dans Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17-48 ; Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », dans Annie Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 177-229 ; Éric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 27-46.

4. De manière plus générale, toute lecture extensive des rétributions dans la compréhension de l'engagement risque de déboucher sur la dilution de la notion même de rétribution et de produire un raisonnement tautologique. Sur cette mise en garde, voir Guillaume Sainteny, « La rétribution du militantisme écologiste », *Revue française de sociologie*, 36, 1995, p. 473-498, et Florence Passy, *L'action altruiste*, Genève, Droz, 1998.

5. Ettore Recchi, « L'entrée en politique des jeunes Italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), *op. cit.*, p. 155-174.

6. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951 ; Jean Charlot, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1971.

7. Mark Kesselman, « Système de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques

Ce faisant, il a fallu attendre des travaux récents pour voir ce qui fait pourtant de certains d'entre eux des militants « comme les autres »¹. Néanmoins, certaines interrogations subsistent. Sur quelle(s) culture(s) d'organisation se fondent les contributions et rétributions dans les partis de « droite » ? Comment cette culture conditionne et s'articule aux trajectoires politiques individuelles ? Dans le contexte italien, quels sont les motifs valorisés par les militants d'une organisation créée par un *leader* charismatique omnipotent et issu du milieu entrepreneurial, comme Forza Italia ? Quelles représentations les militants de base comme les responsables de l'avancement ont-ils de l'activité de l'engagé et des qualités que ce dernier est tenu d'avoir ? Quelles sont ses attentes et ses motivations ?

La démonstration s'appuie sur une enquête menée auprès de jeunes membres actifs de Forza Italia-Giovani per la Libertà, c'est-à-dire, selon les statuts, des individus d'âge compris entre 14 et 28 ans et inscrits à Forza Italia (section 1, article 1)². Le choix d'une telle catégorie d'âge s'explique par la volonté de comprendre les spécificités des trajectoires politiques d'acteurs entrés de bonne heure dans une organisation partisane, lors d'une période marquée en Italie par de profonds bouleversements du système politique et dans un contexte plus global de défiance envers les partis et les élites politiques³. Du point de vue

français. Le cas du Parti socialiste et de l'Union des démocrates pour la V^e République », *Revue française de sociologie*, 13, 1972, p. 485-515 ; Jacques Lagroye, Guy Lord, Lise Mounier-Chazel, Jacques Palard, *Les militants politiques dans trois partis français. Parti communiste, Parti socialiste, Union des démocrates pour la République*, Paris, Pedone, 1976 ; Pierre Bréchon, Jacques Derville, Patrick Lecomte, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987. À l'inverse, les militants d'« extrême droite » ont été plus largement étudiés du fait de la proximité analytique de leur forme d'engagement (dimension sacrificielle et vocationnelle, primauté des motifs idéologiques et importance des activités socialisatrices collectives) avec celle des organisations de masse de « gauche » et d'« extrême gauche ». Voir entre autres Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003 ; Bert Klandermans, Nonna Mayer, Annette Linden, « Le monde des militants d'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas », *Revue internationale de politique comparée*, 4 (12), 2005, p. 469-485 ; Sylvain Crépon, *La nouvelle extrême droite : enquête sur les jeunes militants du FN*, Paris, L'Harmattan, 2006.

1. Julien Fretel, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 77-89.

2. Cette enquête est incluse dans un travail de recherche doctorale portant sur l'étude des cultures militantes des jeunes engagés au sein des droites italiennes, comprenant Forza Italia, la Lega Nord et Alleanza Nazionale. Les éléments présentés ici découlent donc d'un travail comparatif et les spécificités des jeunes militants de Forza Italia sont à comprendre dans leur rapport aux autres mouvements de jeunesse étudiés. L'ensemble des résultats de la recherche sont présentés dans la thèse : Stéphanie Dechezelles, « Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures politiques et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir », Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, 2006.

3. Au début des années 1990 en Italie, le système politique qui s'était stabilisé durant la Première République se délite : le *scambio politico* mené par la Democrazia Cristiana puis par cette dernière et le Partito Socialista Italiano pendant les années 1980 ne fonctionne plus. À l'émergence de nombreux nouveaux partis et à l'arrivée au pouvoir de membres d'organisations qui en avaient été exclus par les alliances gouvernementales (le Partito Comunista reformé en Democratici di Sinistra et Rifondazione Comunista lors du premier gouvernement Prodi et le Movimento Sociale Italiano-Alleanza Nazionale dans le 1^{er} puis le 2nd gouvernement Berlusconi) se conjugue une recomposition des alliances politiques. Un processus inédit en Italie de polarisation politique se met alors en place. Les forces de « gauche » et d'une petite partie du « centre » se coalisent en 1994 dans le Pôle progressiste, autour d'Achille Occhetto, qui s'oppose à la fois au Pacte pour l'Italie plutôt au « centre » (Parti populaire et Pacte Segni) et au Pôle des Libertés et du Bon Gouvernement (la « droite »). Ce dernier est composé de deux coalitions macrorégionales autour du *leadership* de Silvio Berlusconi : Forza Italia et Lega Nord pour les régions du nord, Forza Italia et Alleanza

méthodologique, il a été procédé au recueil, puis à l'analyse de matériaux militants (affiches, sites, livrets...), à des sessions d'observation directe (réunions de section, congrès, *meetings*) pendant le second gouvernement Berlusconi (mai 2001-avril 2006) où Forza Italia, Alleanza Nazionale et Lega Nord sont au pouvoir. En outre, entre octobre 2001 et octobre 2002, 29 entretiens semi-directifs à caractère biographique ont été réalisés et enregistrés dans deux régions septentrionales voisines, l'Émilie-Romagne et la Vénétie¹.

Tranchant avec le discours de l'importance de l'idéologie et du désintéressement propre aux partis de masse, les jeunes de Forza Italia affichent clairement lors des entretiens leur volonté d'obtenir récompense de leur engagement politique. Ils affirment aussi n'entretenir qu'un lien très relâché avec un quelconque corpus idéologique. Aux questions sur leurs espoirs de carrière, ils ne cherchent pas à occulter leur ambition élevée et leurs attentes de récompenses. Au lieu d'être érigé en valeur cardinale, le désintéressement peut y devenir au contraire synonyme de ringardise ou de proximité avec les canons du camp adverse (les « communistes ») et, de ce fait, stigmatisé. Loin d'être refoulé ou censuré, loin de n'apparaître que lors des moments de « rêveries »², la poursuite de bénéfices individuels apparaît au premier plan des motivations avancées par certains militants. L'affichage de récompenses attendues de l'investissement militant ne complique-t-il pas toutefois ce dernier ? Les ambitions ouvertement affichées n'entraînent-elles pas un coût supplémentaire à l'engagement ? Le rapport décomplexé, du moins en apparence, aux rétributions scotomise-t-il toute déclaration d'une motivation d'ordre vocationnel ? Les résultats de l'analyse des récits d'engagement de jeunes de Forza Italia proposés ici rentrent dans l'entreprise de compréhension des logiques plurielles de l'engagement. Outre l'exploration d'une culture partisane et d'un mode de justification militante à plusieurs égards inédits, ce travail cherche à prendre la mesure des annonces prophétiques de l'avènement d'un militant distancé³, affranchi⁴. En particulier, l'exploration des paradoxes émergeant de ce type d'engagement

Nazionale au sud et dans les îles (Sicile et Sardaigne). Malgré sa victoire aux élections législatives de 1994, la coalition hétéroclite menée par Silvio Berlusconi est porteuse de conflits. Elle est d'ailleurs rapidement ébranlée par l'adhésion d'Umberto Bossi à deux motions de censure (l'une à l'initiative de la gauche et l'autre du Partito Popolare). En 1996, Bossi se présente seul devant les électeurs, ce qui favorise la coalition de l'Ulivo de Romano Prodi. En 2000, les « droites » renégocient un accord et forment, avec les démocrates chrétiens du CCD et du CDU, la Maison des Libertés. Cette alliance s'avère payante puisque nombre de ses candidats sont élus à l'occasion des scrutins provinciaux, régionaux et municipaux (entre 1999 et 2000) et qu'elle revient au gouvernement après les élections législatives de mai 2001. Voir Jean-Louis Briquet, « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, 30, 1995, p. 127-138.

1. La localisation de l'enquête au nord du pays constitue une donnée importante dans la mesure où les comportements et les divisions politiques sont fortement clivés en Italie entre le *Mezzogiorno* (le Sud et les îles) et les zones centrales et septentrionales. En l'absence de données consultables facilement (fichiers d'adhérents, archives), la méthode du *snowball sampling* (un enquêté en indique un autre et ainsi de suite) a été utilisée. Malgré des biais inévitables dans la constitution des groupes d'enquêtés, cette manière aléatoire de procéder correspond à un « compromis de travail » (Erving Goffman, *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil, 1988, p. 100) qui suppose qu'à la fidélité statistique soit préférée la validation par l'exemplarité, le contexte et la comparaison.

2. Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme... », art. cité, p. 172.

3. Dans *La fin des militants ?* (Paris, L'Atelier, 1997) et *L'engagement au pluriel* (Saint-Étienne, PUSE, 2001), Jacques Ion défend l'idée que les engagements passés, produits d'une adhésion idéologique, politique ou syndicale préalable, seraient remplacés aujourd'hui par des militances pragmatiques et révocables.

4. Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

montrera en quoi il s'avère plus coûteux et plus complexe que ce qu'une analyse trop rapide laisserait entendre.

LE REJET DU MODÈLE MILITANT « COMMUNISTE »

Quand il annonce officiellement dans les médias la création de son parti et sa candidature aux élections législatives, au début de l'année 1994, Silvio Berlusconi répète à l'envi le danger que représenterait une éventuelle victoire des ennemis du pays, les « communistes ». Se présentant alors comme « le Sauveur » de la nation italienne, il abonde en références apocalyptiques et manichéennes, faisant des adversaires politiques l'incarnation du mal politique absolu et de son élection la garantie du maintien de la démocratie en Italie¹. Presque dix ans après sa première victoire électorale, les jeunes membres de Forza Italia continuent de reprendre, eux aussi, le slogan de l'anticommunisme. Mais, soucieux de se distinguer de leurs pairs de gauche et d'extrême gauche (Rifondazione Comunista, Democratici di Sinistra), les jeunes berlusconiens opposent un engagement libre (le leur) à celui de leurs adversaires, un engagement idéologisé. Contre un activisme d'« embrigadement » qui serait fait surtout de manifestations ou de fêtes de section, ils préfèrent leur investissement intellectualisé d'experts. Ainsi, pour Fabio (lycéen vicentin de 17 ans et membre de Forza Italia Giovani depuis un an), « ce n'est pas dans les habitudes de Forza Italia de tenir des stands, de tracter ou même de faire grève. Mon engagement consiste à bien connaître les lois et les décrets pour pouvoir contre-attaquer les mensonges ». De façon similaire, Federico (27 ans, coordinateur provincial de Forza Italia Giovani à Padoue, chargé de mission auprès d'un élu au conseil régional de Vénétie) considère que « le jeune de Forza Italia ne va pas dans la rue, ne provoque pas le chaos, ne tient pas de stand. C'est une personne qui milite normalement, qui exprime ses idées, qui assiste par exemple à un congrès mais qui ne crée pas de problèmes ». À l'inverse, « les jeunes communistes » sont décrits par Massimo (30 ans, ex-coordinateur régional pour Forza Italia Giovani de Vénétie, vice-secrétaire provincial de Forza Italia à Padoue et secrétaire d'un conseiller régional du parti) comme des individus « endoctrinés, des boîtes dans lesquelles leur parti a mis : "Berlusconi est un voleur, à cause de lui les routes ne fonctionnent pas, les personnes meurent". Ils leur ont donné beaucoup de livres à étudier. Ce sont des petites machines : Togliatti oui, Staline non. C'est une préparation, un endoctrinement façon Église, comme le prêtre qui connaît la Bible par cœur. [...] Chez nous, l'esprit est plus libre et jamais personne ne m'a endoctriné ». Dans la présentation d'eux-mêmes, il leur est difficile, voire inconcevable, de se qualifier ou d'être même perçus comme des « militants », tant ils lient inextricablement ce terme aux pratiques

1. Encore une fois, il convient de rappeler le contexte de « crise » dans lequel apparaît ce nouvel acteur : effondrement du système partisan précédent, implication de nombreux élus socialistes ou démocrates chrétiens dans le système de corruption généralisée *Tangentopoli* que révèlent les juges de *Mani pulite*, ainsi que la complicité (avérée ou soupçonnée) d'hommes politiques avec les organisations mafieuses, l'émergence d'une contestation septentrionale très forte derrière la Lega Nord d'Umberto Bossi et les succès du mouvement référendaire de Marco Segni. De même, il est nécessaire dans le cas italien de rappeler la violence politique ayant caractérisé la période dite des « Années de plomb » et le discrédit jeté sur les membres des organisations militantes d'« extrême gauche » (et d'« extrême droite »), impliquées dans de multiples affaires de terrorisme politique. Cf. Jean-Louis Briquet, « La crise politique en Italie... », art. cité ; Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.

d'engagement du camp opposé ou, plus généralement, des partis idéologisés dont ils affirment se distinguer. Luigi (22 ans, étudiant en histoire, conseiller de quartier à Padoue) explique ainsi que « le militant est celui qui a la carte mais pas de charges politiques. Moi, étant conseiller de circonscription, je suis plus un administrateur public qu'un militant ». De manière plus incisive, Matteo (24 ans, étudiant en droit, conseiller municipal de Padoue) considère qu'à Forza Italia, « les vieux militants, qui se lèvent le matin quand il y a une manifestation, ça n'existe pas. Ceux de Forza Italia restent chez eux devant la télé ».

De même, toute référence idéologique est rejetée et assimilée à de l'endoctrinement. À la question « Y a-t-il un livre qui vous a inspiré ou influencé dans votre engagement ? », les réponses se ressemblent souvent : « Sincèrement, il n'y a aucun livre auquel je me réfère comme à une Bible politique »¹ (Nicolò, 23 ans, étudiant en droit, cadre de Forza Italia Giovani à Vérone) ; « Je préfère vivre les choses sur le terrain et me tenir au courant quand c'est nécessaire. Je n'ai pas de livre d'inspiration » (Massimo). Déniant l'existence d'un quelconque corpus doctrinal, qui existe néanmoins, les jeunes militants de Forza Italia évoquent plus volontiers des essais comme *De la richesse des nations* d'Adam Smith ou *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville. *Le livre noir du communisme* dirigé par Stéphane Courtois² est également abondamment cité³. Désireux enfin de montrer leur distance avec un quelconque catéchisme honteux, nombreux sont ceux qui, étudiants juristes, préfèrent évoquer des ouvrages traitant de question de droits ou de justice comme *Dei delitti e delle pene* de Cesare Beccaria, la *Lettre sur la Tolérance* de John Locke, *Storia della colonna infame* d'Alessandro Manzoni, *Observations sur la torture* de Pietro Verri, *Dietro le quinte* de Paolo Cirino Pomicino⁴, ou encore *Cose di Cosa Nostra* de Giovanni Falcone. Par ailleurs, contrairement à leurs pairs alliés de la Lega Nord ou d'Alleanza Nazionale, ils ont plutôt tendance à valoriser les savoirs et ressources acquises durant leur cursus scolaire et universitaire ; Federico explique par exemple ainsi : « Un livre en particulier non, si je dois être sincère, mais comme j'ai fait la fac de Science politique, section Économie, j'ai surtout vu toute une série de thèmes, d'examens qui ont concerné la politique ».

En opposant la forme littéraire de l'essai, censée être le fruit d'un choix personnel et le produit d'une culture jugée plus raffinée, aux écrits imposés par le parti d'un Marx ou d'un Mussolini, ils cherchent aussi à se différencier d'adversaires politiques auxquels ils reprochent leur soumission idéologique. Mais ils correspondent également à un rapport volontairement présenté comme distancié et nuancé spécifique des milieux favorisés. L'analyse des données sociographiques à propos des jeunes de Forza Italia montre que l'on a ici plutôt affaire à des individus issus des « classes moyennes » de la riche Italie septentrionale, se situant dans la zone de la « centralité » sociale. De nombreux parents sont cadres du privé ou dirigeants d'entreprise (8 sur 58), commerçants ou artisans (4), professions libérales (11) ou enseignants du primaire et du secondaire (12, principalement

1. À propos des injonctions contradictoires des militants politiques à forte socialisation catholique et de leur refus de l'embrigadement malgré leur engagement, voir Julien Fretel, « Quand les catholiques vont au parti... », art. cité.

2. Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, publié en italien en 1999 chez Mondadori.

3. À cause de son introduction polémique, l'ouvrage a été largement instrumentalisé par Forza Italia, dont les jeunes militants étaient chargés d'assurer la promotion.

4. Membre de la Democrazia Cristiana, plusieurs fois député et ministre, il est l'un des 24 parlementaires italiens à avoir été condamnés pour financement illicite (pot-de-vin Enimont) et corruption à des peines de prison de 2 ans.

les mères). 7 % appartiennent à la catégorie des fonctionnaires (en retranchant les enseignants) et très peu à celle des agriculteurs (3 % des parents et 8,5 % des grands-parents)¹. Les jeunes comme leurs parents (et même leurs grands-parents pour certains) sont souvent en possession de diplômes du secondaire (équivalent du baccalauréat) et supérieur (équivalent d'un Master 1), plus souvent que dans les autres partis étudiés, dans des disciplines directement exploitables dans l'activité politique, tel le droit. On ne saurait pour autant conclure à l'insignifiance des raisons idéologiques à l'engagement au motif que les jeunes déniaient se référer à un corpus stabilisé. Il s'agit ici de comprendre ce type de discours sur l'engagement politique comme un instrument double de positionnement social et de décrédibilisation de l'adversaire, que ce dernier soit « communiste » ou bien « fasciste ».

L'AFFICHAGE D'UN ENGAGEMENT ENTREPRENEURIAL

Malgré la volonté farouche des jeunes militants de Forza Italia de se distinguer de leurs concurrents politiques, l'activité militante leur demande d'investir beaucoup de temps et d'énergie. Bien qu'ils affirment le plus souvent exercer une forme d'engagement « dilettante »², ils sont soumis à un rythme soutenu, voire frénétique d'engagement qui les oblige, eux aussi, à arbitrer entre leurs différentes sphères de vie et d'activités sociales. Des difficultés d'obtenir un rendez-vous pour cause d'indisponibilité à l'obligation de répondre à l'entretien sur leur lieu de travail par manque de temps, les signes d'un pluri-activisme (professionnel, étudiant et politique) chronophage sont en effet nombreux. Car l'une des clés de la réussite au sein de Forza Italia réside dans la démonstration d'efforts soutenus et d'un sens de l'initiative individuelle. L'économie générale des rétributions au sein de l'organisation de jeunesse berlusconienne met ainsi en avant la nécessité pour chacun dans son domaine du « retroussage de manches » et du « *darsi da fare* » (« se donner du mal »), qui sont également les mots d'ordre de la vaste population des petits et moyens chefs d'entreprise de la *Troisième Italie* (de la Lombardie au Frioul, du Trentin à l'Ombrie) votant massivement depuis dix ans pour Forza Italia³.

Le mode d'investissement individuel dans le parti, à la manière d'un entrepreneur prenant des risques, puise ses origines idéologiques dans le projet même de Silvio Berlusconi. Se présentant comme le *manager* de « l'entreprise Italie », de « l'Italie qui travaille » et non de « l'Italie qui bavarde », Silvio Berlusconi réinvestit ses ressources

1. Dans son étude sur les élus locaux, Alessandro Tonarelli (*ibid.*, p. 101-105) relève que plus de la moitié (56,3 %) des candidats de Forza Italia est constituée des trois catégories professionnelles suivantes : professions libérales, chefs d'entreprise et cadres. Inversement, les catégories les plus « classiquement » présentes parmi les élus en Italie, c'est-à-dire les professeurs et les permanents de parti, ainsi que les fonctionnaires, y sont beaucoup moins présents. Forza Italia apparaît donc comme composé principalement de catégories socioprofessionnelles « moyennes et supérieures » et issues du secteur privé. On y trouve en effet également de nombreux représentants de milieu à forte aisance économique et visibilité sociale, comme les magistrats, enseignants et artisans, tandis qu'à l'inverse, en sont quasiment absents les agriculteurs ou les populations non salariées (femmes au foyer, chômeurs, retraités, étudiants). Notons toutefois que 41 % des mères des interviewés sont femmes au foyer. En 1999, selon les données de l'ISTAT (Institut national de la statistique), on comptait environ 8 millions de femmes au foyer contre 7,7 millions de femmes en activité.

2. Johanna Siméant, « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de *Médecins sans frontières* aux membres actuels des ONG françaises », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 47-72, dont p. 71.

3. Ilvo Diamanti, *Bianco, rosso, verde... e azzuro*, op. cit.

professionnelles dans un modèle patrimonial et managérial de parti, dont la structure et le mode de recrutement s'appuient sur le groupe économique de son président¹. Dans ce qui constitue la culture politique des membres de Forza Italia, un bon chef d'entreprise est censé être *de facto* un bon politique. En tant que première fortune d'Italie, leur *leader* politique en serait bien la preuve, comme le laisse entendre Marco (26 ans, étudiant en droit, responsable régional de Forza Italia Giovani pour l'Émilie-Romagne).

« Quand tu passes toute ta vie dans la politique, tu te détaches de la réalité, du monde réel : et souvent les problèmes en Italie viennent du fait que la caste politique pensait que ce qu'elle disait était juste alors qu'en réalité le pays voulait autre chose. J'admire en cela Berlusconi parce qu'il vient de l'entreprise, d'un autre monde situé en dehors des palais du pouvoir et il peut porter cette expérience dans la politique. »

Le « modèle entrepreneurial » est ainsi censé favoriser l'émulation nécessaire à la réussite d'un parti qui, pour ne pas « enfler » du point de vue organisationnel (Silvio Berlusconi souhaitait au départ un *partito leggero* à l'américaine), a besoin d'individus financièrement autonomes ne dépendant pas des subsides du parti². Il s'adosse également à une idéologie d'inspiration néolibérale, opposée à l'État providence et favorable à l'initiative privée. En conséquence, les jeunes militants rencontrés disent préférer poursuivre des intérêts privés concrets plutôt que de lutter ensemble au nom d'une volonté collective abstraite et utopique. La solidarité ou l'intérêt général risquent, à leurs yeux, d'entraver l'émulation ou de biaiser la « saine » compétition entre individus. Selon Nicola (28 ans, chef d'entreprise, responsable provincial de Forza Italia Giovani à Plaisance), « Berlusconi a choisi de suivre la voie politique avant tout pour défendre, ce que j'estime juste, ses propres intérêts. Mais je ne pense pas que cela soit un conflit d'intérêts, parce que les intérêts de Berlusconi ne sont pas seulement les siens, ce sont aussi ceux d'un groupe de dirigeants qui font marcher l'économie de tout le pays ». Dans la même veine, Nicoletta (22 ans, étudiante en psychologie du travail, cadre provincial de Forza Italia à Trévise) explique :

« On dit souvent : ah Forza Italia le parti des riches, le parti des entrepreneurs ! Mais vouloir améliorer la vie des couches moyennes et moyennes/supérieures ne veut pas dire négliger les couches sociales les plus basses. [...] Évidemment, on ne doit pas oublier ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, j'en suis sûre, mais on ne peut pas non plus tout fonder sur les derniers. C'est comme à l'école, dans ma classe, on bloque le programme pour attendre ceux qui n'y arrivent pas, d'accord, mais si moi j'ai des capacités supérieures, je ne dois pas être freinée pour attendre les autres. »

Reprises par ses adhérents, les évocations permanentes du monde « concret » de l'entreprise sont censées les distinguer des « abstractions théoriques » de leurs opposants communistes et des intellectuels auxquels ces derniers se réfèrent³. Plus que la pensée, c'est donc le pragmatisme et l'action qui sont privilégiés comme modalités d'engagement. Le *leader* Silvio Berlusconi est ainsi apprécié parce qu'il « a fait ses preuves » dans le secteur économique avant de se lancer en politique, contrairement aux trajectoires

1. Piero Ignazi, « I numeri di Forza Italia », dans Alberto Abruzzese, Vincenzo Susca (dir.), *Tutto è Berlusconi : radici, metafore e destinazione del tempo nuovo*, Milan, Lupetti, 2004, p. 273-278, dont p. 273-274.

2. Caterina Paolucci, « Forza Italia a livello locale... », art. cité.

3. Les deux journalistes français Jean-Jacques Bozonnet et Philippe Broussard rapportent un exemple d'usage de cet argument : lors d'un dîner-débat en province de Bergame, un responsable local des jeunes invite les observateurs extérieurs au parti à bien regarder les adhérents de Forza Italia présents dans la salle : « Ces gens-là représentent l'Italie véritable, et pas celle de Moretti ou de Tabucchi » (« Les recettes du berlusconisme », *Le Monde*, 5 décembre 2003, p. 16-17).

partito-normées des professionnels de la scène politique italienne, totalement délégitimés après les scandales en chaîne révélés par l'opération Mains propres¹. Malgré leur âge, certains jeunes interviewés peuvent se prévaloir de l'expérience d'une création d'entreprise ou de société, constituant un capital de haute valeur au sein du parti. Devenu patron d'une *start-up* dans le secteur de la communication et de l'informatique, Nicola établit à plusieurs reprises durant l'entretien une équivalence entre son engagement professionnel et son engagement politique dans Forza Italia.

« Moi je suis un chef d'entreprise, j'ai étudié pour faire le chef d'entreprise parce que j'ai toujours rêvé de construire quelque chose qui m'appartienne dans la vie. Et pour moi, Berlusconi a toujours été, avant même qu'il n'entre en politique, un bel exemple dans le sens où c'est quelqu'un qui, de rien ou presque, a réussi à construire tant de belles choses. »

Du point de vue personnel, son expérience de la prise de risque, de l'investissement (de soi), ainsi que ses qualités de gestionnaire seraient, selon lui, directement transposables dans son activité partisane. Tout son discours consiste à démontrer que ses connaissances pratiques, son savoir-faire gestionnaire et relationnel, ajoutés à ses talents d'entrepreneur économique sachant prendre des risques, sont transposables en politique et font de lui un excellent candidat à l'exercice de mandats électifs ou de responsabilités diverses. Il explique ainsi :

« Avant d'avoir un rôle actif ou d'être nommé, les jeunes comme les moins jeunes doivent avoir démontré quelque chose dans la vie, surtout dans la vie professionnelle. [...] Si tu as été un très bon chef d'entreprise qui a créé quelque chose, tu sauras certainement comment résoudre certains problèmes et comment aider dans certaines situations. Si, à l'inverse, tu n'as fait que de la politique dans ta vie, si tu n'as connu que la bureaucratie, alors tu seras un bureaucrate de plus à Rome, qui créera un tas de problèmes qui ne feront que tout ralentir. »

Pour les membres de Forza Italia, ce sont les compétences dans le milieu professionnel – dont l'une des meilleures preuves sera la réussite d'une entreprise ou d'une activité de nature économique – qui priment lorsqu'un individu doit être jugé, y compris pour ce qui relève de l'activité politique. L'activation d'un tel mode de description du rapport à l'engagement politique peut se comprendre par la sociographie des membres du groupe, dont on a vu la forte proportion d'individus dont les parents sont issus des professions libérales et des commerçants-artistes et chefs d'entreprise. La sociologie des milieux entrepreneurs a montré combien les milieux familiaux composés de pères artisans, petits commerçants ou petits entrepreneurs, se caractérisent par des inculcations précoces de la culture du travail indépendant, « le goût d'être son propre maître » et la volonté « de ne dépendre de personne »². Dans le cas des individus engagés, sphère de vie familiale, socialisation primaire et valorisation de certains modèles politiques sont susceptibles d'entrer eux aussi en résonance. Plus largement, la domination progressive du système capitaliste sur toute autre forme d'organisation économique et la marchandisation des relations conduisent à une facilitation de la « pensée marchande » du monde social. L'affaiblissement des forces partisans d'idéologie marxiste constitue un argument supplémentaire pour pouvoir penser en termes mercantiles ce qui aurait été jugé iconoclaste auparavant.

Toutefois, ici aussi, le renversement de l'ordre des valeurs n'est pas total et la référence au marché ne constitue que l'un des éléments du discours de justification du

1. Hervé Rayner, *Les scandales politiques. L'opération « Mains propres » en Italie*, Paris, Michel Houdiard, 2005.

2. Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, « Les nouveaux entrepreneurs et la naissance de leur vocation », *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, 13, 2001, p. 9-16, dont p. 10.

rapport à l'engagement dans Forza Italia. Il ne s'agit, en effet, aucunement d'une règle systématique, exclusive de tout récit de dévouement pour la collectivité. Ainsi, le même Nicola explique qu'il peut réinvestir son expérience entrepreneuriale au service de « Plaisance [sa ville d'origine], l'Émilie-Romagne, l'Italie, l'Europe ». À côté de modes opportunistes de présentation qu'ils sont seuls à mettre en avant, certains enquêtés montrent parfois un attachement non feint à la défense d'une cause collective ou un rapport de nature désintéressée à l'engagement. Érigeant l'entreprise en symbole de la valeur individuelle, les jeunes militants de Forza Italia tendent aussi à afficher – à la différence de leurs pairs alliés – leurs ambitions et l'usage instrumental qu'ils sont susceptibles de faire de leur engagement militant.

SERVIR LE PARTI OU SE SERVIR DU PARTI ? LES RESSORTS D'UN CARRIÉRISME « DÉCOMPLEXÉ »

Une fois dans l'organisation, les jeunes de Forza Italia ne peuvent souvent compter que sur les mêmes ressources et réseaux dont ils ont usés pour y entrer. Le parti n'offre en effet que peu de soutien (logistique, matériel, idéologique) à ses jeunes. Responsable provinciale de Forza Italia Giovani à Venise, Susanna (28 ans, cadre commerciale de l'entreprise textile de son père) raconte ainsi les modalités d'organisation d'un événement militant.

« Alors nous partons d'un rêve qui vient d'un membre ou d'un groupe d'individus, nous faisons un projet et ensuite nous réalisons ce rêve. Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ? Et bien je convoque tout le monde, l'un des jeunes dit qu'il aimerait défendre le discours de la sécurité. Alors là, je saisis au vol son rêve qui est celui de faire un débat ou du moins de traiter du thème de la sécurité. Pour organiser une conférence, il faut des rapporteurs, il faut du public et logiquement il faut l'accord du parti. Alors on commence par obtenir l'accord du parti et on demande à la direction provinciale. Et puis logiquement, on demande des fonds qui, en général, arrivent difficilement. Le parti ne donnera que si la première fois c'est réussi. »

Ce sont donc les connaissances personnelles dans les divers milieux politiques, professionnels, économiques, administratifs ou associatifs, ainsi que parfois leurs propres deniers qui vont compter dans l'organisation et aussi dans la réussite (ou l'échec) de leurs ambitions politiques.

Plus que de militants appelés à suivre un certain nombre d'étapes obligatoires d'un cursus interne, Forza Italia Giovani semble donc composé de petits entrepreneurs attentifs à leur propre carrière, desquels les dirigeants « adultes » attendent la démonstration d'une capacité pérenne d'initiative. Dès lors, pris en étau entre la logique d'une nécessaire distanciation vis-à-vis de modèles militants « passés » (embrigadement, scansion des carrières) – qu'ils jugent donc « dépassés »¹ – et la logique impérieuse de conquête de mandats prouvant leur valeur, ces jeunes militants se trouvent contraints d'investir énormément dans l'activité politique, sans l'avouer mais en reconnaissant leur intéressement. En effet, alors qu'à la Lega Nord et Alleanza Nazionale, c'est le discours du déni des rétributions qui domine, à Forza Italia, les jeunes interviewés évoquent le prix payé, c'est-à-dire les récompenses attendues en contrepartie de leur dévouement. Le temps et l'énergie dépensés, provoquant du retard dans les études, un empiètement sur d'autres

1. Sur l'usage du registre « passé/dépassé » comme outil de délégitimation et de ringardisation, voir Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales... », cité.

activités (scolaires, sociales, sportives, affectives...) justifient qu'ils réclament une récompense, un dédommagement en quelque sorte. Ainsi, contrairement aux autres militants, ils dissimulent et refoulent beaucoup moins leurs ambitions. Ils n'excluent pas, par exemple, la perspective d'une carrière prestigieuse et d'un destin national. À la question « Avez-vous un rêve pour l'avenir ? », beaucoup affichent la hauteur de leurs espérances. Luigi confie ainsi qu'il aimerait « aller à Rome » (c'est-à-dire au Parlement situé dans la capitale, Rome) ; tandis qu'Elisa (32 ans, responsable municipale de Forza Italia Giovani et conseillère de quartier à Forlì) explique : « J'ai un rêve ! C'est ce qui m'a poussée quand j'ai commencé à faire de la politique : arriver au Parlement ». Responsable régional pour l'Émilie-Romagne de Forza Italia Giovani, Marco avoue franchement : « Mon plus grand rêve est évidemment le même que celui de tous ceux que tu as interviewés, le Parlement. Parce que si nous faisons de la politique c'est pour cet objectif personnel-là. C'est depuis si longtemps mon rêve ». Beaucoup plus incisif, Matteo considère que, « à Forza Italia, c'est l'esprit utilitariste qui est prépondérant. [...] Chaque personne qui s'inscrit ne le fait pas pour donner simplement 50, 100 ou 200 euros, sinon ce serait un imbécile ».

Ces jeunes peuvent s'imaginer relativement aisément dans un poste à l'échelon national car, au moment où se déroule l'enquête, la distribution des carrières pour les candidats du parti les autorise à le faire. Le désir de certains d'entrer à moyen terme au parlement national (ou dans l'assemblée régionale ou au conseil municipal d'un chef-lieu de région) fait en effet écho à la probabilité non nulle pour une personne entrée de fraîche date dans le parti d'accéder à ce type de candidature. L'étude des profils des candidats aux élections au sein de Forza Italia montre à partir du milieu des années 1990 une relative opportunité pour des individus entrés depuis peu dans le parti, légitimés et adoués par le *leader* ou l'un de ses fidèles¹. Les jeunes interviewés au début du second gouvernement Berlusconi se projettent également plus facilement dans des postes ou des charges élevés que leurs pairs d'autres partis du fait d'un réseau dense de connaissances sociales, susceptibles de les aider dans leur ascension politique. Tous se révèlent ainsi fortement intégrés dans le milieu associatif caritatif, les groupes d'intérêt catégoriels, les clubs de notables, ou les réseaux politiques liés aux anciens partis disparus de la scène électorale, qui constituent des sphères sociales de choix dans l'activation de soutiens et de ressources indispensables à l'activité politique, surtout à Forza Italia. L'entrée en politique passe donc très souvent par l'activation d'un réseau préexistant et par un processus descendant d'incitation (appel par le « haut »). L'un des proches ou une personne de l'entourage amical issue du milieu politique fait ainsi la plupart du temps office de *mentor*² ou d'intermédiaire. Fille d'un médecin et d'une professeur de Lettres du secondaire, issus de la bourgeoisie de Padoue, Giovanna (24 ans) est entrée dans le parti grâce à sa mère qui avait tenu plusieurs stands pour Forza Italia avec des amies adhérentes, au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de 1996. Nicolò de Vérone fait mention du rôle de son grand-père,

1. Alessandro Tonarelli, « Gli amministratori locali di Forza Italia... », art. cité ; Caterina Paolucci, « Forza Italia a livello locale... », art. cité ; Anna Bosco, Leonardo Morlino, *Party Change in Southern Europe*, Londres, Routledge, 2007. Aux élections législatives d'avril 2008, divers candidats nationaux de Forza Italia étaient des « profanes » de la politique : acteurs, vedettes de la télévision et starlettes, ce qui n'a pas été sans poser quelques problèmes avec les candidats sortants.

2. Reprenant le terme de *mentor* à la psychosociologie, Ettore Recchi désigne par là une personne référente proche du milieu politique, avec laquelle le jeune entretient un lien personnel et qui fournit un « capital social », c'est-à-dire de l'entregent, ressource indispensable dans une carrière politique. Cf. Ettore Recchi, « L'entrée en politique des jeunes Italiens... », art. cité, p. 159-160.

ancien cadre chez l'éditeur Mondadori, dans son entrée au sein de Forza Italia. Pour sa part, Andrea (29 ans, étudiant en droit et consultant juridique, responsable provincial Forza Italia Giovani à Vicence et conseiller municipal d'une petite ville) raconte avoir en premier été contacté par une ancienne camarade d'école primaire dont le fiancé s'était engagé dans Forza Italia, puis en 1996 par un autre ami d'enfance pour participer à l'équipe de campagne du candidat local au siège de sénateur. Nicola indique que c'est par l'intermédiaire d'un ami de son père, lui-même dirigeant dans une société financière de Reggio-Emilia, ancien membre de la loge maçonnique P2 (et mis en examen pendant l'opération *Mani Pulite*), qu'il est entré dans Forza Italia. Responsable provincial de Forza Italia à Rovigo, Andrea explique comment, fin 1993, le secrétaire personnel de Silvio Berlusconi, Nicola Querci, a contacté Enrico Suria, futur sénateur du parti (en 1994), « un gros commerçant du port de Rovigo [...] un personnage public important » et, « comme dans la famille nous le connaissions personnellement, il nous a directement contactés pour donner vie au mouvement de jeunesse ».

De même, la fréquentation par des membres de leur famille d'associations notabiliaires, à l'image des Clubs Rotary et Lions, sert souvent aussi bien de déclencheur à l'engagement politique qu'à leur progression interne¹. Enfin, la profusion des indices de socialisation catholique², la forte fréquentation des paroisses et des associations (caritatives, pastorales ou syndicales), ainsi que leur proximité à l'égard d'associations proches des milieux catholiques et/ou conservateurs (les Gardes d'honneur du Panthéon, l'Association napoléonienne européenne, la Fédération monarchique italienne, l'Ordre de Malte, l'association politico-culturelle de « droite » Europe, Art et Culture, la Société

1. Emanuela Poli, *Forza Italia...*, *op. cit.*, p. 54 sq ; Alessandro Tonarelli, « Gli amministratori locali di Forza Italia... », art. cité, p. 101-102. Les réseaux liés aux entreprises, les groupes d'intérêt, les chambres de commerce, les associations sportives, la presse régionale, les élus locaux sont autant de réseaux interconnectés sur lesquels les membres du parti s'appuient. À la fin du mois de septembre 1993, Silvio Berlusconi expose son projet de créer un parti aux 26 cadres régionaux de l'une de ses entreprises, Publitalia (régie publicitaire), et demande à chacun de trouver un candidat dans son aire géographique d'activité. Ces hommes connaissaient parfaitement le tissu économique et social de leur région et ont noué des liens professionnels ainsi qu'amicaux avec les « notables » locaux. Au niveau régional, ces « recruteurs de candidats » pouvaient aussi compter sur les centaines d'employés du groupe Fininvest. Grâce à ce maillage social, en l'espace de quelques semaines, le parti compte environ 4 000 contacts. Il ressort des différentes enquêtes menées à la fin des années 1990 qu'environ le quart (26,2 %) des associations (hors associations professionnelles ou économiques) auxquelles les élus locaux de Forza Italia adhèrent sont les clubs Lions et Rotary (ou assimilés).

2. Ont été repris ici les indices privilégiés par Luc Berlivet et Frédéric Sawicki dans « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, 27, 1994, p. 111-142. La moitié de l'échantillon recueilli possède « 4 et + » indices de socialisation catholique (baptême, parents pratiquants, proches dans les ordres, scolarisation dans des établissements privés catholiques). Enfant, adolescent ou jeune adulte, ils participent presque tous régulièrement aux activités paroissiales telles que la chorale, le service religieux, les activités ludiques. Certains (4) ont pratiqué le scoutisme catholique, d'autres ont été accompagnateurs lors d'un pèlerinage (1) ou des Journées mondiales de la Jeunesse (1), bénévoles dans un centre d'accueil catholique pour handicapés ou pour personnes âgées (4), animateurs paroissiaux pour enfants (3), catéchistes (2), animateurs pour enfants au sein d'associations socioculturelles catholiques comme l'Azione Cattolica Italiana per Ragazzi (1) ou le GREST (1), membres de la Croix-Rouge (1), de la Caritas (1), de l'Associazione Sportivo-culturale Polifunzionale Iuvenilia (1). Deux jeunes ont fait partie des Studenti Democratici (organisation juvénile étudiante fondée en 1974 par le Cardinal Ruini, président de la conférence épiscopale, et liée à Azione Cattolica), tandis qu'un militant a fréquenté un établissement de l'association ultra-catholique *Comunione e Liberazione* durant sa scolarité au collège.

tolkienienne italienne¹, le mouvement autonomiste Movimento Autonomia Romagna, ou l'Opus Dei) ajoutent à l'ampleur déjà grande des réseaux sociaux autour desquels gravitent les jeunes militants de Forza Italia.

Les multiples et diverses ressources en possession des jeunes militants de Forza Italia sont ainsi utilisées au profit de leur propre carrière, tout comme celui de l'organisation. L'inscription des jeunes militants dans des structures sociales connexes ou satellites, comme les cercles, notabilités, associations culturelles (notamment catholiques) ou professionnelles, n'est pas présentée comme totalement gratuite et indépendante de l'activisme politique proprement dit. Si elle sert bien entendu au parti pour étendre son influence dans divers secteurs et milieux, elle est indispensable aux jeunes militants qui souhaitent développer leur trajectoire personnelle, aussi bien politique que professionnelle, associative ou relationnelle. Ainsi à Forza Italia, l'engagement individuel va de pair avec un usage personnel affiché des ressources collectives et un usage par l'appareil des ressources personnelles de ses membres. Les deux intérêts s'imbriquent et se nourrissent mutuellement. Par là, recueillir des rétributions sous forme de positions éligibles ou de responsabilités internes à Forza Italia, c'est pouvoir revendiquer un nombre important de contacts. C'est notamment favorisé par l'obtention de responsabilités internes (délégation, représentation), qui sont activement recherchées. Même s'il s'agit souvent de récompenses sans grande valeur politique, les petites directions de « secteur » (trésorerie, divertissements, école, sécurité, communication) au sein de l'organisation de jeunesse ou du parti, montrent l'importance et le poids qu'y acquiert tout type de reconnaissance de compétences singulières. Pour d'autres, l'engagement au sein d'une organisation étudiante est présenté sans détour comme un moyen de se faire connaître, de rencontrer des gens qui « comptent » dans un but tactique. Les organisations de représentations étudiantes liées au Parti populaire européen sont particulièrement investies par les jeunes de Forza Italia. Vittorio (26 ans, étudiant en science politique et agent commercial, conseiller municipal à Reggio-Emilia) confie ainsi qu'il a adhéré à *Studenti Democratici* « pour mieux entrer ensuite dans les structures représentatives de l'école ». Pour certains enfin, ce sont des responsabilités dans des organisations juvéniles européennes ou internationales qui sont perçues comme un moyen d'amplifier leurs réseaux personnels et leur valeur politique. Dans cet esprit, Chiara (26 ans, diplômée en économie, conseillère municipale à Ravenne) raconte sans s'en cacher comment elle a acquis une certaine notoriété en Italie et en Europe grâce à son poste de responsable du département des Relations extérieures, puis celui de vice-présidente du secteur Communication de l'European Democrat Student². Enfin, même au niveau local, l'engagement est décrit par certains interviewés comme un moyen de démultiplier les possibilités de faire des rencontres intéressantes pour leur propre carrière, à l'image de Francesca de Vérone qui

1. Créée en février 1994, la Società Tolkieniana Italiana a pour but d'assurer la diffusion des œuvres de John R. R. Tolkien auprès du plus large public, mais aussi de permettre l'approfondissement de thèmes comme les mythes et le folklore en Europe. Comptant plusieurs centaines de membres (2^e en nombre d'adhérents après la Tolkien Society anglaise), la STI édite deux revues semestrielles (*Terra di Mezzo* et *Minas Tirith*), organise des concours littéraires, des rencontres et la grande fête du « peuple tolkienien », le *Hobbiton* (du nom des *Hobbits* : demi-hommes aux longs pieds velus) en Vénétie ou au Frioul au mois de septembre (concerts, films, jeux de rôle...).

2. Fondé au début des années 1960, l'EDS est la principale fédération de syndicats étudiants de « droite » et de « centre droit » au niveau européen ; elle constitue la branche juvénile et étudiante du Parti populaire européen. Le premier congrès de l'histoire de l'EDS est organisé à Turin, en octobre 2006, par les jeunes militants de Forza Italia.

explique avec facilité avoir frappé à la porte du parti dès son diplôme d'architecte en poche, espérant par ce biais se constituer une clientèle.

Les répertoires d'action militants des jeunes de Forza Italia facilitent cet élargissement des cercles de sociabilité : conférences, débats, conférences de presse, direction de campagnes électorales. L'organisation des débats et des conférences surtout est propice à multiplier les contacts avec des représentants politiques importants, des personnalités considérées comme « expertes » dans le domaine traité et des journalistes locaux qui sont sollicités. Les divertissements mondains entre jeunes militants tendent eux aussi à conjuguer activité militante et élargissement des sociabilités : les sections provinciales de Forza Italia Giovani organisent ainsi de temps en temps des cocktails, des soirées réception ou des soirées en club privé. Par ailleurs, les jeunes de Forza Italia augmentent (et usent de) leur entreegent en participant à toutes sortes de concours ou de prix récompensant un projet ou une action. S'engager dans ce type de démarche suppose en amont une information et une certaine propension à se mettre en jeu. Ainsi, Nicoletta a tenté d'entrer dans un établissement relevant d'un système scolaire privé international (Collegio del mondo unito de Trieste¹). Fabio raconte comment il a participé à divers concours sur l'histoire de la Roumanie, remporté l'un d'eux et comment il s'apprête à passer un an aux Pays-Bas après avoir été sélectionné par une association qui promeut les échanges scolaires interculturels. Andrea évoque un prix reçu par le Lions Club de Vicence pour une action menée auprès de personnes handicapées avec un groupe scout. Nicola dit avoir réussi à décrocher des fonds de l'Union européenne pour la salle de sports dans laquelle il anime des cours d'arts martiaux grâce à l'un de ses amis qui travaille à Bruxelles. Chiara fait le récit d'un concours de création d'entreprise (le Business Pancompetition, à l'université de Bologne), à l'issue duquel elle remporte avec deux autres jeunes femmes la somme de 7 000 euros pour réaliser leur projet : créer une entreprise dans le domaine de l'innovation technologique en matière d'énergie, dont elle est devenue administratrice déléguée.

Si la recherche d'un réseau étendu de relations sociales ne constitue pas l'apanage des jeunes de Forza Italia, ces derniers présentent l'originalité de l'afficher comme un objectif personnel à atteindre. En effet, ils mettent beaucoup en avant leurs efforts, en termes de socialisation, « externes » au parti, aboutissant parfois à une forme de surenchère, car pour faire carrière dans ce parti, il importe de pouvoir arborer un carnet d'adresse personnel le plus touffu possible. Aucun d'entre eux ne pourrait se définir comme un « militant de base », ce qui reviendrait à admettre un quelconque assujettissement. C'est d'ailleurs principalement cette affirmation consciente et délibérée de la recherche de rétributions qui choque leurs concurrents ou alliés politiques (jeunes de Rifondazione Comunista, des Democratici di Sinistra, de la Lega Nord ou d'Alleanza Nazionale), dont les récits d'engagement correspondent au schéma du désintéressement. Tandis qu'en général, les réseaux de notoriété ou de notabilité constituent une rétribution immatérielle récompensant un engagement, à Forza Italia, c'est le réquisit à l'engagement et c'est la condition de récompenses ultérieures données par le parti². Bien entendu, l'entrée dans le parti prolonge pour de nombreux jeunes interrogés une carrière associative

1. Les United World Colleges forment un réseau d'une dizaine d'établissements privés répartis dans plusieurs pays. Le premier est fondé en 1962 en Grande-Bretagne et le dernier en 1997 en Inde. Ces établissements recrutent sur dossier leurs étudiants et les préparent au baccalauréat international. Les enseignements se font en anglais et, en plus des matières « classiques », l'enseignement vise à favoriser la vie en communauté et la solidarité à l'égard des personnes en difficulté.

2. Guillaume Sainteny, « La retribution du militantisme écologiste », art. cité, p. 477.

antérieure, ce qui, dans ce cas, n'est pas réductible au seul calcul coût/avantage et peut être le fruit d'un engagement par dévouement ou bien en défense d'une cause (religieuse, caritative, morale). De même, l'engagement partisan est susceptible de découler d'une logique routinière (je suis membre d'une association proche du parti, c'est à moi que l'on propose d'y entrer) et non pas d'un comportement cynique. Toutefois, contrairement aux autres jeunes des « droites » italiennes, l'effet surgénérateur semble être, pour les jeunes de Forza Italia, autant la condition de l'engagement que le facteur d'avancement interne. Outre favoriser leur engagement, ces ressources et compétences individuelles constituent en effet des gages pour une trajectoire partisane ascendante. Elles permettent de se positionner dans un groupe où règne une très forte concurrence et où les carrières sont soumises à de fortes tensions.

DES CARRIÈRES FULGURANTES AU PRIX D'UNE CONCURRENCE EXACERBÉE

Forza Italia se distingue de ses concurrents par une progression extrêmement rapide de la carrière politique de certains de ses membres. Cette propension à l'accélération des trajectoires est en partie le produit d'une relative carence de candidats dans les premiers temps, ainsi que de l'ouverture de fenêtres d'opportunité à la suite de l'implosion du système politique italien au début des années 1990, la délégitimation des élites dirigeantes et des organisations politiques¹, les procès pour corruption, concussion et fraudes mêlant de nombreux professionnels politiques, etc. Mais la rapidité qui caractérise les carrières des jeunes de Forza Italia correspond également à la culture d'organisation du parti. En effet, s'ils sont les premiers à reconnaître la promptitude avec laquelle ils ont été élus ou chargés de certaines fonctions, c'est parce qu'ils considèrent que leurs ressources ont été les plus propices et parce qu'ils estiment juste que, dans leur cas, le dernier arrivé puisse en dépasser d'autres, plus anciens dans le parti. En effet, ces jeunes disent apprécier qu'à Forza Italia – contrairement aux grands partis de masse qui possèdent une école de parti ou bien des étapes clairement codifiées pour les futurs cadres et dirigeants – tout individu bien doté en capital social peut accéder à des postes importants sans devoir attendre de longues années avant de voir son engagement récompensé.

Derrière le discours valorisant de la fulgurance des carrières figure la réalité de l'ancienneté et de l'expérience de la représentation. Pour beaucoup, l'entrée dans une carrière électorale commence dès le lycée, avant même l'inscription dans le parti, par l'intermédiaire de nombreux et précoces mandats lycéens et/ou étudiants obtenus en l'absence d'organisation syndicale. Sur 29 individus interviewés, on ne compte en effet pas moins, pour le secondaire, de 19 élus au moins une fois représentants de classe, 9 représentants de leur lycée, 4 représentants à l'assemblée provinciale étudiante, et, dans le supérieur, 7 représentants universitaires. La très grande majorité n'a pas eu recours à une organisation syndicale étudiante. Une fois inscrits et actifs dans Forza Italia, les jeunes enquêtés n'ont attendu, en moyenne, que trois mois avant d'être nommés à un poste à responsabilité à l'échelon provincial. De la même façon, grâce à la conjoncture politique favorable dans la seconde moitié des années 1990, les jeunes de Forza Italia

1. Le nom de la plupart des partis créés pendant la décennie 1990 ne comporte d'ailleurs pas le mot parti : Lega Nord, Alleanza Nazionale, Forza Italia, Fiamma Tricolore, Unione dei Democratici Cristiani e Democratici di Centro, au centre et à droite ; Margherita, Ulivo, Democratici di Sinistra, Rifondazione Comunista, à gauche.

n'ont attendu que quelques années avant d'être mis en position d'éligibilité et/ou élus (pour la moitié) lors de scrutins locaux (circonscription et municipalité) dans des villes importantes (chefs-lieux de province ou de région). L'accès à l'investiture ne leur pose pas autant de problèmes de nature idéologique ou même morale que leurs pairs socialisés dans une culture vocationnelle de l'engagement¹. Il ne leur a pas été besoin, comme dans d'autres partis, de passer de nombreuses étapes internes avant d'espérer un tel traitement, car cela correspond à une structure des carrières spécifique au sein de Forza Italia dans la décennie 1995-2005. Cette relative rapidité dans la professionnalisation politique s'accompagne aussi d'un cumul des charges, de mandats et de fonctions chez de nombreux jeunes. Il en est ainsi par exemple de Nicola, responsable provincial à Plaisance de Forza Italia Giovani, qui est également conseiller auprès du sous-secrétaire d'État à l'Innovation et aux Technologies, membre de l'Authority per l'Informatica nella Pubblica Amministrazione (Autorité pour l'informatique dans l'administration publique), grâce à sa passion pour Internet et ses connaissances informatiques, et webmestre du site national de Forza Italia sur Internet. À ce titre, les jeunes militants de Forza Italia ne dérogent pas au portrait offert en modèle par leur précédent coordinateur national, Simone Baldelli : entré à 19 ans en 1991 dans l'organisation de jeunesse du Partito Socialista Italiano à Rome, il devient assistant parlementaire en 1993 ; il fait un passage chez les Riformatori en 1995, puis entre au sein du mouvement de jeunes de Forza Italia en 1998. Dès la fin 1999, il est élu à l'unanimité coordinateur national lors du premier congrès national de Forza Italia Giovani, ce qui lui vaut d'entrer dans le Comité de présidence du parti. En 2000, à 28 ans, il est élu plus jeune conseiller régional du Latium et, depuis avril 2006, il est député des Marches.

Toutefois, le pendant de cette possibilité d'ascension fulgurante se traduit par une forme de précarité ou, du moins, d'instabilité potentielle des carrières juvéniles. Ces dernières sont en effet susceptibles, surtout dans les premiers temps, d'être remises en cause : le jeune en phase ascendante peut se voir dépassé par un autre (jeune ou adulte) plus doté de ressources, plus brillant ou mieux recommandé. En effet, la multiplication des réseaux et cercles de sociabilité, ainsi que l'apport de compétences extrapartisans contribuent autant qu'ils problématisent les carrières de ces jeunes qui se trouvent alors dans des situations de concurrence interne exacerbée pour les postes et les candidatures. Pour beaucoup des jeunes interviewés, leur pire ennemi en politique n'est pas le concurrent d'un autre parti, mais un autre membre de Forza Italia. Nombreux sont les récits faisant état de luttes, de coups bas et de manigances entre jeunes aux ambitions concurrentes. Au cours de l'enquête, deux jeunes femmes, Chiara et Susanna, ont raconté avoir essuyé des opérations répétées de « *mobbing* » (*i.e.* harcèlement moral au travail) de la part d'un responsable du bureau national de Forza Italia Giovani à partir du moment où elles ont commencé à avoir des responsabilités au sein du mouvement. D'autres ont évoqué en *off* le sentiment de solitude qu'ils ressentent parfois à cause du faible soutien d'un collectif constitué ou du peu d'occasions de socialisation interne. Les jeunes femmes, en particulier, expriment au cours des entretiens les déceptions et illusions provoquées par les marques d'une indéniable domination masculine (en dépit d'un taux de féminisation élevé), qu'elles jugent d'autant plus intolérables que la culture du parti insiste sur l'autonomie et la réussite individuelle. Chez certains, ce type de culture partisane tend

1. Stéphanie Dechezelles, « Entre révolution et gestion. L'engagement des jeunes militant(e)s de la Ligue du Nord et d'Alliance nationale face à l'expérience du pouvoir en Italie », dans Pascal Delwit, Philippe Poirier (dir.), *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 225-246.

également à générer des formes de frustration, car ils estiment ne pas toujours être récompensés à la hauteur de leur investissement ou car ils dévient à d'autres leur statut de « chefs ». Les calculs des coûts à l'engagement et les évaluations critiques interviennent dans les moments de désillusion, comme dans d'autres organisations de masse. Que les dirigeants ne fassent pas ou plus appel à eux en cas de campagne électorale ou d'événement politique important leur devient une sanction insupportable. Alberto, interne en médecine, confie ainsi :

« À la fin de mon mandat en circonscription, il y a eu les élections municipales à Parme, cette année en 2002. J'ai demandé à être candidat au conseil municipal parce que je pense avoir tous les papiers en règle pour le faire. Mais ma proposition a été écartée par les dirigeants. Ça a été une grosse désillusion pour moi parce que... ce n'était pas une défiance de la base mais une défiance du sommet et puis je n'ai jamais rien demandé de plus que ce que j'avais donné à Forza Italia. J'ai toujours plus donné que demandé. Ça n'a pas été très correct, pas très gentil. Ça m'a fait réfléchir et je me suis demandé si ça valait le coup de continuer. »

Cette amertume ressentie traduit encore une fois l'idée que les discours explicites de justification produits par les jeunes militants de Forza Italia ne correspondent pas en toutes circonstances à leurs pratiques ni à leur perception plus ou moins refoulée de leur engagement.

**

Au sein de Forza Italia, le recrutement de membres appartenant à des associations, des regroupements professionnels ou confessionnels, des groupes d'intérêt a ouvert la voie à un mode alternatif de professionnalisation politique en Italie par l'entrée de personnalités non issues de la voie interne partisane au sein de la classe politique. Cette transformation s'accompagne de la nécessité, plus importante que dans les organisations de masse « classiques », de multiplier les inscriptions sociales pour espérer faire carrière. En échange, les ressources et compétences que les nouvelles recrues – et notamment les jeunes – apportent au parti leur permettent de revendiquer et de justifier un *retour sur investissement* qu'ils disent mériter. Ainsi, les récits des jeunes de Forza Italia évoquent moins l'abnégation sacrificielle commune à la plupart des autres militants que des stratégies d'individus soucieux de satisfaire leurs intérêts au travers d'un parti lui-même déjà « personnel »¹. Sans doute faut-il y voir ici la marque de leur position dans l'échelle sociale (plutôt le secteur privé, les professions libérales, les cadres et les chefs d'entreprise) et leur appartenance à un univers social où la réussite individuelle est fondée sur la lutte concurrentielle (aussi bien contre les autres que contre l'État) et où les hiérarchies et principes d'accession aux postes à responsabilité ont subi de profondes mutations². Ce qui est stigmatisé, censuré ou condamné ailleurs, est donc ici valorisé et exprimé. L'utilitarisme et la recherche de profits individuels y sont beaucoup moins perçus comme sacrilèges. C'est ce point qui entre le plus en contraste avec l'hypothèse du déni

1. « À la place des loyautés et des appartenances reductibles à une idéologie, ou du moins, aux systèmes normatifs complexes et consolidés, le lien entre le chef et ses sympathisants, dans les nouveaux et les vieux partis personnels, est dicté par d'autres motivations. Le rôle de collant, au lieu des identités collectives, est assuré par les intérêts particuliers ou des sollicitations émotionnelles. Là où jusqu'à hier régnait la logique d'action du groupe, organisée et orientée vers une fin explicite, prévaut aujourd'hui la stratégie individuelle axée sur un avantage immédiat » : Mauro Calise, *Il partito personale*, op. cit., p. 5-6 [trad. de l'auteur].

2. Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

systématique des récompenses à l'engagement dans le modèle des rétributions. La force de la structure collective importe moins que la quête individuelle de postes ; la recherche personnelle de responsabilités électives réclame du temps qui ne sera donc pas consacré à la participation « gratuite » – non « rentable » – à des activités de groupe. C'est pourquoi les activités collectives sont relativement rares et visent le plus souvent à soutenir le *leader* lors de congrès ou de manifestations spectaculaires ; elles s'accompagnent également d'une débauche de moyens et d'objets à caractère publicitaire : drapeaux, *pin's*, cravates, casquettes, montres à l'effigie de Silvio Berlusconi ou aux couleurs du parti (bleu azur).

Loin d'infirmer la validité du modèle rétributif dénié, ces jeunes militants offrent plutôt l'occasion de recenser une autre modalité de justification du rapport à l'engagement, que nous avons qualifié par oxymore de *vocations intéressées*. Ainsi, au couple valorisation des motifs idéologiques/déni de l'intéressement, ce modèle alternatif d'*engagement de l'ego* oppose déni de l'importance accordée à l'idéologie et valorisation de la réussite individuelle. De manière à systématiser le propos ou à prendre plus finement la mesure du poids du contexte et des circonstances propres à l'enquête par entretiens, il conviendrait sans doute de mettre au point des dispositifs d'observation plus approfondis, en particulier dans la conjoncture actuelle où Forza Italia et son *leader* se retrouvent pour la troisième fois au pouvoir, mais où les règles du jeu politique ont en partie changé (institutionnalisation de Silvio Berlusconi comme chef de la majorité, transformation d'Alleanza Nazionale en parti conservateur, poussée du vote léghiste, division de la gauche). Ceci permettrait de distinguer ce qui relève de singularités pérennes de Forza Italia et ce qui dépend, à l'inverse, de circonstances spécifiques. Au-delà, en allongeant la focale temporelle, les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia peuvent être compris aussi bien comme le pendant de l'érosion des scores électoraux des organisations de gauche¹ et de son corollaire, la *vocation communiste*, que des transformations des institutions de la démocratie représentative ou encore de l'extension à tous les secteurs d'activité des référents du management, de la performance et de la marchandisation des rapports sociaux².

Chercheuse post-doctorante au CEREQ et associée à SPIRIT (UMR 5116), Université de Bordeaux-Sciences Po Bordeaux, Stéphanie Dechezelles est l'auteure d'une thèse de science politique sur la sociologie des cultures militantes et de l'engagement des jeunes dans les « droites » italiennes (Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia). Elle a notamment publié : « Visages et usages de l'« extrême droite » en Italie. Pour une analyse relationnelle et non substantialiste de la catégorie « extrême droite » », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (4), 2006, p. 451-467 ; et « Entre révolution et gestion. L'engagement des jeunes militant(e)s de la Ligue du Nord et d'Alliance Nationale face à l'expérience du pouvoir en Italie », dans Philippe Poirier, Pascal Delwit (dir.), *Les nouvelles droites au pouvoir en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 225-246. Elle a également dirigé (avec Stéphane Cadiou et Antoine Roger)

1. Les scores aux élections législatives de Rifondazione Comunista passent de 5,84 (Chambre des députés) et 7,37 % (Sénat) en mai 2001, à 5 et 5 % en avril 2006, puis 3 et 3,21 % en avril 2008.

2. Axel Honneth, *La réification. Petit traité de théorie critique*, Paris, Gallimard, 2007. Toute ma gratitude va à Daniel Gaxie dont les remarques et suggestions à propos d'une version antérieure de ce texte ont été d'une aide aussi précieuse qu'encourageante.

Passer à l'action. Les mobilisations émergentes, Paris, L'Harmattan, 2007. Ses recherches actuelles portent sur les transformations des partis politiques, les oppositions partisanses à l'europanisation (ANR Europopulisme-Reconfiguration des jeux politiques populistes dans l'espace politique européen) et l'enseignement supérieur en France (ANR Profsup) (<sdechezelles@wanadoo.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

DES VOCATIONS INTÉRESSÉES ? LES RÉCITS D'ENGAGEMENT DES JEUNES DE FORZA ITALIA À L'AUNE DU MODÈLE RÉTRIBUTIF DU MILITANTISME

À la différence de la plupart des partis de « gauche » comme de « droite », certains jeunes militants de Forza Italia n'hésitent pas à présenter leur engagement comme un moyen d'accéder à des rétributions d'ordre matériel et/ou symbolique. Contrastant fortement avec le modèle désormais classique des rétributions – qui suppose un déni de l'intérêt militant pour toute forme de récompense dernière autre que la victoire de la cause, une mise en avant du sacrifice et la primauté aux motivations idéologiques – les discours de ces jeunes berlusconiens recueillis par entretiens au début du second gouvernement Berlusconi (2001-2006) invitent à reconsidérer les acquis de la sociologie de l'engagement. Néanmoins, derrière la promotion d'un activisme de type entrepreneurial demeurent les difficultés, les risques en cas d'échec individuel, les regrets devant le faible degré d'activités collectives de socialisation, la fragilité des positions acquises qu'implique un tel mode d'engagement. Au final, le modèle des vocations intéressées que les jeunes de Forza Italia enquêtés incarnent reflète les transformations plus générales affectant les systèmes politiques démocratiques.

SELF-INTERESTED CAREERS ? LEARNING ABOUT FORZA ITALIA YOUNG ACTIVISTS THROUGH INCENTIVE-DRIVEN MODELS OF POLITICAL ACTIVISM

In contrast with most young activists in left- and right-wing parties, some of the young Forza Italia activists do not hesitate to present their involvement as a means to obtain material and/or symbolic rewards. Interviews with young Berlusconians conducted at the beginning of Berlusconi's second term (2001-2006) starkly belie what is now the classic model of incentives for political activism (which presupposes a denial of interest in rewards of any kind other than victory for one's cause, an emphasis on sacrifice and the primacy of ideological motivations). Moreover, they invite sociologists to reconsider evidence from the literature on political activism. Nevertheless, behind the defense of entrepreneurial activism lie several difficulties: the risks in case of individual failure, regrets about the relative dearth of collective activities geared toward socialization, the fragility of the positions this type of involvement implies. In the final analysis, the model of a self-interested calling that these young Forza Italia activists embody reflects the more general transformations that democratic political systems have undergone.